

La logique

de l'Histoire

Le Nouveau Journal 30/10/69

WILLY BRANDT vient de présenter son programme au Bundestag. Il ne contient pas de surprises, surtout dans le domaine de la politique extérieure.

Avec Paris, Bonn veut maintenir et même renforcer ce que Willy Brandt appelle des rapports indissolubles. L'ancien chancelier Adenauer disait la même chose, mais cela n'avait pas le même sens. Naguère la France avait le beau rôle et pouvait, dans une certaine mesure, dicter la loi aux Allemands. Aujourd'hui, l'Allemagne mène le mouvement, sans qu'on puisse l'accuser, du moins pour le moment, de vouloir prendre en Europe la place de leader. Pratiquement, n'en sera-t-il pas ainsi lorsqu'il s'agira de discuter des problèmes pratiques que posent l'économie, les finances, la monnaie, l'unification européenne surtout.

Déjà, à Luxembourg, l'Allemagne vient de réussir à faire payer par les autres partenaires une partie des frais qu'occasionne à ses agriculteurs la réévaluation du mark. Lors de la réunion au Sommet, dans quelques semaines à La Haye, l'Allemagne demandera avec une forte insistance que la Communauté européenne s'oriente vers l'unification économique et monétaire et que le Marché commun soit élargi à la Grande-Bretagne et aux Pays scandinaves. Il ne s'agira plus d'un simple vœu, comme ce fut le cas jusqu'à maintenant, mais d'une question qui exige des réponses nettes.

A l'Est, Willy Brandt a réaffirmé une thèse qu'il défend depuis de longues années : il est absolument indispensable pour les Allemands d'entretenir, et même de renforcer, le dialogue avec Mos-

cou et les autres pays de l'Est, en particulier la Pologne.

A l'égard de Pankow, Willy Brandt s'est engagé dans une voie qui, sous les démocrates-chrétiens, restait entièrement barrée. On connaît la thèse de K.G. Kiesinger : la République fédérale ne doit pas reconnaître la République démocratique comme un Etat indépendant et si l'on veut modifier les frontières il est indispensable, au préalable, que les deux Allemagnes s'entendent pour organiser des élections libres sur tout le territoire et désigner un gouvernement qui, seul, sera autorisé à prendre des décisions sur ces points capitaux. Willy Brandt abandonne cette procédure et, directement, annonce qu'il reconnaît *de facto* la République démocratique comme un Etat, mais que de toute façon ces deux Etats, celui de l'Ouest et celui de l'Est, ne forment qu'une nation qui devrait un jour être réunifiée.

L'opposition chrétienne a déjà manifesté son mécontentement et même son indignation. Mais Willy Brandt est peut-être l'Allemand qui connaît le mieux la mentalité soviétique et celle des pays de l'Est ; il ne dépassera pas les limites de la raison ; il ne lâchera pas la proie pour l'ombre et l'expérience mérite d'être tentée. L'Union soviétique a intérêt à renforcer ses positions à l'Ouest. L'Allemagne fédérale peut lui apporter une aide considérable pour faire avancer les plans quinquennaux et réaliser dans les pays de l'Est une économie de consommation. Ce sont là des arguments de poids qui peuvent donner un sérieux coup de pouce à ce que Willy Brandt appelle la « logique de l'Histoire ».